L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS. MARDI MATIN, 27 JUILLET 1886. 59me Année

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI 27 JUILLET 1886.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes d'Autres et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

Le chemin de Chalmette.

Nous avons la faiblesse de croire—les partisans à outrance du quartier américain voudront bien nous le pardonner—que toute la Nouvelle-Orléans ne se trouve pas au-delà de la rue du Canal, encore moins dans le quatrième et le sixième districts; que le reste de la ville a bien sa valeur, son importance, et rend d'aussi grands services à la communauté. Nous avons la faiblesse de croire que le véritable port de la Nouvelle-Orléans s'étend devant le second district, comme les véritables rendez-vous de plaisir de la population, les stations du Lac s'étendent par derrière; que c'est là qu'est le centre de la cité et qu'en dépit des efforts faits depuis longtemps pour le déplacer, on n'y réussira pas.

Nous avons la faiblesse de croire que le troisième district et ses annexes sont tout aussi agréables, tout aussi pittoresques que les environs de Bouligny et de Carrollton; on y rencontre même un peu au-delà, au commencement de la paroisse St-Bernard, des sites, des plantations, des ombrages que l'on cherche en vain à l'extrémité opposée; on y retrouve surtout de grands souvenirs qui sont le plus beau titre de gloire de notre ville, comme aussi des souvenirs pieux qu'aucun patriote, à quelque parti qu'il puisse appartenir, ne doit dédaigner. C'est là qu'a eu lieu la mémorable victoire du 8 janvier: c'est là que reposent ces intrépides marins qui ont lutté héroïquement contre des adversaires redoutables. Il nous semble qu'il suffisait de ce seul souvenir de la bataille de Chalmette pour engager nos autorités municipales à rendre les abords de cette plaine plus convenables. Elles se sont bien gardées de le faire: elles ne sont jamais en l'idée de le leur demander. A quoi bon? On savait bien qu'elles ne le voudraient pas. C'est d'un tout autre côté qu'elles portent leurs vices et dirigent leurs efforts.

Mais si elles sont incapables d'une pareille entreprise, il n'en est pas de même du gouvernement général: il a plus de souci de ses morts que la Nouvelle-Orléans de ses gloires; il a considéré comme honteux que l'on ne pût pas se rendre aisément, sans encombre, à un cimetière national, situé à une aussi petite distance de la ville. Il fallait une allocation de $25,000 pour permettre au département de la guerre, de qui relève le chemin, de faire les travaux et les améliorations nécessaires; le Congrès la lui accordée. Mais il se trouve en face d'une difficulté qu'il ne dépend pas de lui de résoudre. La route qui existe, encaissée comme elle l'est entre les remblais de la levée, d'un côté, et les bas-cures des habitations de l'autre, est beaucoup trop étroite; sa largeur ne dépasse presque jamais trente pieds et, les trois quarts du temps, elle en est réduite à vingt. Dans de pareilles conditions, il est impossible de construire une route convenable. Il y faut une chaussée aux milieu pour les voitures, il y faut des trottoirs sur les côtés pour les piétons, il y faut à droite et à gauche des fossés pour l'écoulement des eaux. On aurait tout cela dans l'espace de vingt pieds! L'impossibilité est évidente. Le département de la guerre, par l'organe de son quartier-maître général, exige qu'on lui livre un espace de cinquante pieds; nous trouvons sa demande très modérée. Il ne peut pas exiger un pouce de terrain du côté de la levée, qui est déjà beaucoup trop étroite; il est donc obligé de prier les propriétaires riverains de lui céder le droit de passage sur une profondeur de quelques pieds. Chacun, nous en sommes parfaitement certain, s'empressera de faire droit à une aussi juste requête. Personne n'a rien à y perdre; tout le monde a beaucoup à y gagner.

Que l'on songe aux conséquences d'une belle et large route établie dans ce quartier si riche, si actif, si productif, de la ville, car nous persistons à le regarder comme faisant partie de la ville, quoi qu'il appartienne, par suite d'une malencontreuse division territoriale, à la Paroisse St. Bernard! Un tel état de choses ne peut durer, par des liens plus étroits que le sixième district, y compris cette grande lande désolée que l'on décore du titre pompeux de Upper City Park, dans laquelle on est allé enterrer l'Exposition. Il nous reste encore un bien triste souvenir de cette folie—il peut s'en vanter bien haut—qui nous fournit presque toute notre alimentation. Si nous avions quelques frais à faire pour établir de bons chemins, ce devrait être de ce côté; d'avance nous savons que nous serions largement payés de retour.

Ce n'est heureusement pas le cas; et le gouvernement général s'est chargé de la dépense entière; tout ce qu'il demande, c'est qu'on ne lui fasse pas opposition, c'est qu'on ne se jette pas dans son passage.

La loi est votée, les fonds sont là, le gouvernement est prêt; il voudrait commencer immédiatement les travaux; on est tenté dans six semaines peut-être il serait trop tard. Nos lecteurs n'ignorent pas comment on procède, ici, dans les entreprises de ce genre. On lire du fleuve le matériel principal, on profite de nos basses eaux pour lui enlever les amas de sable que, dans son cours, il a déposés à droite et à gauche, le long de ses rives. C'est là un travail qui ne peut s'accomplir convenablement qu'en août et en septembre; plus tard, le besogne serait extrêmement coûteuse et les frais dépasseraient de beaucoup l'allocation votée par le Congrès. Il n'y a donc pas une minute à perdre, pas un instant à tergiverser.

Averti par le quartier-maître général, J. B. Holabird, l'Hon. M. St-Martin, représentant du district congressionnel, a dû faire les démarches nécessaires pour obtenir sans plus tarder le droit de passage demandé. On conçoit que le gouvernement ne veuille ni ne puisse se mettre à l'œuvre avant de s'être assuré de l'octroi du terrain dont il a besoin, sur toute l'étendue de la ligne. Les propriétaires n'ont donc qu'à reculer de quelques pieds leurs barrières, les clôtures de leurs habitations et à laisser passer les ouvriers du gouvernement: dans trois ou quatre mois, ils auront une magnifique route qui augmentera la valeur de leurs propriétés et doublera le mouvement commercial et industriel de leur quartier. S'il se manifeste la moindre négligence, le moindre retard, le moindre refus, adieu l'exécution du projet, pour cette année du moins. Ce sera un hiver de plus de tracas et de luttes pour les plaideurs qui éprouveront une peine infinie à se faire traiter jusqu'à la station du chemin de fer urbain; pour les maraîchers dont les charrettes sont obligées, sur une longue distance, de tomber de fondrières en fondrières; pour les bouchers dont les véhicules, en temps de pluie, s'embourbent jusqu'au moyeu dans un chemin devenu presqu'impraticable. Peut-on s'expliquer un aussi misérable état de choses, dans la métropole du Sud, en l'an de grâce 1886, à la fin du siècle dont le plus beau titre de gloire, aux yeux de la postérité, sera la suppression des distances et la plus merveilleuse révolution dans les voies de communication continentales, internationales et intercocéaniques! Espérons donc qu'avant la fin de la semaine tout sera réglé et que le gouvernement, ayant reçu une réponse favorable, pourra se mettre immédiatement au travail.

LOUISIANE.

Le *South*, Plaquemine, paroisse Iberville, du 24 juillet:

Nous avons eu de fortes pluies cette semaine, dans la partie de notre paroisse qui nous avoisine. La chaleur a été intense depuis 8 jours; le mercure a marqué, presque tout le temps, 95 degrés.

—M. Julien Grassin, inspecteur des chemins et levées du cinquième ward, était ici, cette semaine, pour préparer les travaux dont il a la direction.

—L'Hon. Allen Jumel nous a honorés de sa visite, cette semaine. Il nous a apporté un paquet de cannes à sucre fort belles. Une d'elles avait dix nœuds bien formés; elle avait été coupée au hasard dans un champ de sonches. C'est certainement la plus belle canne que nous ayons vue, cette année.

—En publiant la loi sur la suppression des jeux de dés et de cartes dans les rues et chemins publics, dans les villes et paroisses de l'Etat, notre confrère fait les réflexions suivantes:

Nous connaissons des chefs d'établissements qui ont toléré toute sorte d'indignités sur les galeries de leurs magasins ou cafés, tandis que leurs familles se tenant non loin de là, dans l'intérieur de la maison, assistaient à des scènes ignobles et écoutaient forcément les conversations les plus obscènes—le tout pour gagner quelques dollars. Il ne doit jamais être permis d'exploiter le vice aux dépens de la morale publique. C'est ce qui a nécessité le vote de la loi nouvelle; l'amour de l'argent est tellement ardent qu'on lui sacrifie jusqu'à l'honneur et aux principes les plus sacrés. Que les citoyens aient le courage de dénoncer les délinquants et nous serons bientôt débarrassés de cette tourbe de malfaiteurs.

Le *Commercial*, Lac Charles, paroisse Calcasieu, du 24 juillet:

Les machines et appareils nécessaires pour creuser les puits artésiens et les puits d'huile de Calcasieu ont été commandés; ils doivent arriver dans quelques jours et les opérations commenceront immédiatement.

—Lac Charles est, en ce moment, en plein mouvement. Aussi avons-nous une grande confiance dans son avenir. Il ne se passera pas bien longtemps avant que notre localité ne soit reconnue comme la métropole de l'ouest de l'Etat. Nous faisons déjà concurrence à des centres de population bien plus anciens que nous. La compagnie de bois de charpente fait maintenant des expéditions en Angleterre. Le bois va directement d'ici à Gretna, et de là on le charge sur des steamers pour l'Angleterre. Nous voici lancés dans le grand commerce.

—M. François Bauderet nous a envoyé un melon d'eau d'une taille magnifique; il pesait 45 livres. M. Bauderet est un de nos fermiers-maraîchers les plus habiles. C'est à lui que Lac Charles doit d'avoir une si grande abondance de légumes de choix. Une visite à sa ferme prouvera au plus sceptique qu'avec une culture intelligente, on peut tout tirer du sol de Calcasieu.

—Nous avons, lundi dernier, en compagnie de plusieurs personnages distingués, pris place à bord du steamer des Etats-Unis "Alerte," en destination de Leesburg, paroisse Cameron.

La population a eu à supporter de grandes pertes par suite des fonds inondés de janvier. Elle ne s'est, cependant, pas découragée; elle s'est remise au travail confiante dans le résultat final. Espérons qu'elle sera récompensée de tant de constance.

Le *Signal*, Rayne, paroisse St-Landry, du 24 juillet:

La population de Rayne n'aura certes pas à se plaindre de la température actuelle, si élevée qu'elle soit, surtout quand elle apprendra qu'à Belton, Texas, la semaine passée, le thermomètre marquait à l'ombre de 100 à 110 degrés.

—On vient de nous montrer une lettre d'un habitant du nord de la paroisse. Nous y trouvons que suivant les bruits qui courent, la population de Rayne et du voisinage a accueilli avec assez peu d'enthousiasme la loi qui établit la nouvelle paroisse. Nous espérons que ceux qui viennent lors de nous ne se laisseront pas prendre à ces faux bruits.

Nos habitants sont plus ardents que jamais sur ce sujet. Ils savent qu'il y a une assez grande opposition autre part, pour qu'il soit de leur devoir de se préparer à la combattre, et c'est ce qu'ils feront. Bientôt un comité de campagne va être organisé et les partisans de la nouvelle paroisse seront invités à manifester chaleureusement leur opinion.

—Les rapports que nous recevons de l'ouest du Texas nous représentent la sécheresse comme s'ayant été terrible. On nous affirme qu'il n'y a pas plus de six à treize mois durant. Les bestiaux y meurent faute d'eau; les populations abandonnent le terrain et viennent se réfugier dans l'est, dans l'intention de s'y établir définitivement. La chaleur, pendant ce mois, a été plus élevée que de mais; le thermomètre y a varié de 100 à 107 degrés. Si ceux qui émigrent ainsi venaient s'établir dans la Louisiane, ils n'auraient pas à s'en repentir, nous osons le déclarer bien haut. Nous avons assez de terre pour en fournir un fait vreux en demande et serait bien aise de faire fructifier notre sol. Nos terres se vendent à bas prix et à des conditions très faciles. Ceux qui ne sont pas en état d'en acheter peuvent toujours en louer à des termes on ne peut plus raisonnables et les travailler à la part. Nos saisons sont généralement régulières; elles n'atteignent jamais les extrêmes du froid ou de la chaleur. Il ne nous arrive jamais d'accidents capables de faire beaucoup complètement une récolte. Outre le coton et le maïs, nous avons les légumes et les fruits que nous exportons, sans parler des œufs, des poules, des canards, des oies, des dindes qui nous procurent un excellent revenu, sans nous coûter beaucoup de peine et de tracas. Quiconque traverse la Louisiane pour aller s'établir dans le Texas ou qui a la prétention de trouver ailleurs un meilleur pays que le nôtre, se trompe étrangement. Venez donc vous établir en Louisiane; venez examiner notre splendide région des Attakapas. Quand vous l'aurez vue, vous ne voudrez plus la quitter.

Le *Herald*, Hahnville, paroisse St-Charles, du 24 juillet:

L'extrémité nord de la crevasse Davis baisse rapidement et menace de s'écrouler. On se demande où sont les condamnés du pénitencier.

—Le steamer "Whisper" qui, depuis plusieurs mois, était en réparation, a repris son service régulier, mardi dernier.

—Nous avons reçu, hier, de M. Trasin Gassen, un de nos planteurs de riz, une gerbe de cette plante qui est arrivée presqu'à maturité. M. Gassen a 60 acres de riz qu'il compte couper dans quelques semaines. Il aura sans doute une fort belle récolte.

Le *Banner*, New Road, paroisse Pointe Coupée, du 24 juillet:

Nous avons eu une forte pluie, jeudi dernier. Toute la semaine, le temps a été plus ou moins pluvieux, mais les ondées ont été partielles, s'abattant tantôt, sur une localité, tantôt sur une autre.

—Nous croyons pouvoir dire que la situation de la canne dans notre paroisse peut se comparer avantageusement avec celle du même produit le long du chemin de fer de la Vallée du Mississippi, depuis Bâton Rouge jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Nous nous en sommes assuré durant un voyage que nous avons fait sur cette ligne.

La rive du fleuve a commencé à s'affaisser, la semaine dernière, au débarcadère de Grande Baie. L'affaissement a été si prompt qu'on n'a eu que le temps de déménager à la hâte le magasin de M. Lienx, sur l'habitation Desplaigne. A Hermitage, le terrain cède également.

—Samedi dernier, entre dix et onze heures du soir, la cuisine de la maison de Mme veuve Hubert Patin a pris feu. On a sonné l'alarme immédiatement, mais les progrès de l'incendie ont été si rapides, qu'on n'a pu empêcher les flammes de réduire en cendres toute la bâtisse.

—Le bateau à vapeur Grover Cleveland, qui a fait, depuis le 1er juillet, le service de la malle entre Baton Rouge et Bayou Sara, n'a eu aucun succès; il lui est arrivé une série d'accidents. Il nous a laissé jusqu'à trois jours sans nouvelles, et, mercredi dernier, il a dû interrompre ses voyages. Nous regrettons le Morning Star, bien qu'il soit un peu lent. Il arrivait toujours régulièrement et au temps voulu. Ajoutez à cela que sur le Cleveland le fret est plus cher.

Le *Sugar Planter*, Port Allen, paroisse West Baton Rouge, du 24 juillet:

Les rapports qui nous arrivent de Bruly Landing nous apprennent que la canne a réparé les dégâts que lui avaient occasionnés les pluies incessantes du mois dernier, mais elle est toujours en retard. Telle est la situation dans toute la paroisse.

—Nous recevons le *communiqué* suivant:

Il y a, en Louisiane, plus de 1,000 sucreries. Sur ce nombre, 10 sont munies des perfectionnements modernes et les résultats sont excellents. Les améliorations ont augmenté le quantum pour cent de l'extraction de 60 à 80. Les expériences de la diffusion sont impossibles, cette année. Serons-nous compensés des frais que nous ferons pour l'adopter? C'est ce qu'il est impossible de dire pour le moment. En attendant, voici quelques faits qui plaident en faveur de l'ancien procédé de la macération perfectionnée.

Qu'un planteur faisant 100,000 livres de sucre par an, attache à son moulin un régulateur à pression hydraulique de Mc Donald, il augmente ainsi son rendement de 6 pour cent ou de 6,000 livres. En outre la bagasse s'améliore et fait un excellent combustible. Le sucre étant à 4 cents la livre, le régulateur donne un bénéfice nouveau de $240 sur les 100,000 livres de sucre; l'amélioration de la bagasse y ajoute une autre centaine de dollars.

Est-il bien sûr que la diffusion procure autant de profit? En une seule raffinerie, on peut avec le régulateur de Mc Donald faire assez de bénéfice net pour être amplement compensé des frais de l'achat. Ce bénéfice varie de $900 à $1075 suivant l'importance du moulin. Il y a deux régulateurs dans notre paroisse sur les habitations Westover et Eliza et un troisième dans Est Baton-Rouge, sur Chatsworth.

Le *Democrat*, Donaldsonville, paroisse Ascension, du 24 juillet:

Les planteurs qui sont en train d'achever le nettoyage de leurs champs, sont enchantés des pluies qui nous sont arrivées depuis peu de jours.

—La plupart de nos planteurs ont remis leurs champs en bon ordre, et elles récoltes, en ce moment, ont un fort bel aspect, elles ont fait de grands progrès depuis les pluies. Il y a deux à espérer que les dommages causés par un printemps défavorable seront compensés, pendant la saison d'été, et qu'il n'y aura en définitive que des pertes de peu d'importance; tout dépend du temps que nous allons avoir, durant les deux mois d'août et de septembre. Une sécheresse prolongée pourrait nous être fatale, mais rien ne nous fait prévoir un désastre de ce genre.

Les rapports que nous recevons sur la récolte de riz sont excellents. Les cultivateurs de cette céréale sont enchantés: ils comptent sur un rendement abondant qui rémunérera leur labeur.

Le maïs est assez avancé pour qu'on puisse en évaluer le rendement. La récolte sera évidemment au-dessous de la moyenne.

Quand nous comparons la situation présente, pleine de promesses, avec celle du commencement de l'année, alors que nous plaignions presque désespérés, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer la vanité des prophéties de malheur dont on nous poursuit chaque année et qui, chaque année, sont contredites par ses événements.

Nous aimons mieux nous ranger sous la bannière des optimistes.

La myopie scolaire en Allemagne.

Un médecin allemand, le docteur Karl Reich, appelle une fois de plus l'attention publique sur la décadence physique de la jeunesse contemporaine et sur ce qu'on peut appeler les "maladies scolaires", c'est-à-dire produites par le régime scolaire tel que l'entend aujourd'hui. Au premier rang de ces affections se placent les maladies des yeux, et notamment la myopie. Un examen attentif, appliqué à 10,000 enfants pris au hasard dans les écoles de villages, écoles primaires et moyennes, *realschulen* et gymnases, a démontré il y a deja vingt ans que la proportion des myopes augmente rapidement à mesure qu'on s'élève sur l'échelle de ces établissements. On a trouvé, en effet:

1,4 0[0] de myopes dans les écoles de village.
6,7 0[0] de myopes dans les écoles primaires urbaines.
7,7 0[0] de myopes dans les écoles secondaires de filles.
10,3 0[0] de myopes dans les écoles moyennes (*mittelschulen*).
19,7 0[0] de myopes dans les *realschulen*.
26,2 0[0] de myopes dans les gymnases.

D'autre part, la même gradation dans la myopie se faisait remarquer de classe en classe en une même école.

Des inspections analogues ont été faites à Vienne, à Saint-Pétersbourg, Moscou, Marseille, New York, Tiflis, etc. Sur un chiffre total d'environ 30,000 enfants, on est arrivé à des résultats sensiblement identiques. De l'avis unanime des spécialistes, la myopie est très fréquemment causée par l'habitude de regarder les objets de trop près et par la fatigue que cette habitude inflige aux muscles de l'œil. On voit les ravages que peut faire, à cet égard, une mauvaise installation des bancs et pupitres scolaires. On prétend partout, dans les anciens établissements et même dans un grand nombre de nouveaux, cette installation est si défectueuse que les élèves sont obligés de lire, d'écrire et de dessiner tout le long du jour avec la tête baissée et en regardant de trop près; presque partout, la distance est trop grande entre le banc et le pupitre, ce qui amène l'enfant à la réduire en se penchant vers son cahier; et presque partout le pupitre est trop bas, ce qui oblige l'enfant à se courber. De plus, cette tablette ou pupitre est trop souvent horizontale ou insuffisamment inclinée—défaut qui concourt au même résultat.

Enfin, il n'est pas rare que le banc soit dépourvu de dossier, ce qui pousse l'élève fatigué à se porter en avant. Et, même dans les écoles où ces inconvénients ont été prévus, il est presque sans exemple que le banc et le pupitre soient proportionnés à la taille individuelle du sujet.

Que de fautes! que de crimes de lèse-santé! pourrait-on dire. Voilà une économie bien mal entendue! Pourquoi surtout le défaut le plus aisé à corriger: la distance excessive entre le banc et le pupitre? Tout simplement pour une raison disciplinaire,—pour que les élèves puissent sortir plus vite de leur banc à l'appel du maître!..... Peu importe si cela met leur vue en danger.

Un second point fort important est la manière dont les salles de classe ou d'étude sont éclairées. On sait, en effet, que moins on y voit, plus on est tenté de rapprocher des yeux le livre ou le cahier. Il importe donc de s'assurer si des arbres ou des édifices voisins n'interceptent pas le jour des salles d'école, de percer les fenêtres à droite et non pas à gauche des élèves, pour que leur main ne projette pas d'ombre sur le cahier; que ces fenêtres soient hautes, claires, en nombre suffisant. On évitera de faire lire ou écrire les enfants aux heures où le jour baisse. Et pardessus tout on se préoccupera de ne pas les surcharger de travail; car la gradation même de la myopie dans les écoles de degrés différents montre quelle est la cause la plus active du mal.

Il est incontestable que les programmes de l'enseignement secondaire sont devenus si étendus depuis quelques années qu'il est à peu près impossible à un élève de moyennes intelligence de les embrasser sérieusement. Or, c'est sur lui qu'on devrait raisonner, et non sur les intelligences d'élite. Tous les rapports constatent aujourd'hui le nombre exagéré des heures de classe en comparaison du peu de temps accordé à la gymnastique, surtout en Allemagne. Durr et Fuchs, après, lui ont institué sur ce point une comparaison entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne, pour un cours d'études allant de dix à dix-neuf ans. En voici les résultats:

	Heures de travail.	Heures de gymnastique.
En Angleterre	16,500	4,500
En France	19,000	1,300
En Allemagne	20,000	560

Ces chiffres parlent tout seuls et ne permettent pas de s'étonner du nombre toujours croissant de myopes qu'on note dans les écoles,—sans parler des maladies de l'épine dorsales, de l'anémie, de la scrofule et des autres maladies qui résultent trop souvent de conditions hygiéniques aussi défectueuses.

La lettre du duc d'Aumale.

On lit dans la *République Française* du 14 juillet:

Le *Figaro*, le *Gaulois*, le *Soleil*, le *Moniteur* et le *Journal des Débats* ont publié hier matin la note suivante:

Le duc d'Aumale, ayant été informé par le ministre de la guerre qu'il était rayé des cadres de l'armée et s'étant assuré que la même mesure frappait tous les membres de sa famille qui servent dans les armées de terre ou de mer, vient d'adresser à M. le président de la République la lettre suivante.

Il n'est en même temps pourvu devant le conseil d'Etat.

Le duc de Chartres a formé le même pourvoi contre la décision ministérielle qui lui a été notifiée

"Chantilly, le 14 juillet 1886.

"*A M. le Président de la République Française.*

"Monsieur le président,

"Il y a trois ans, sans prétexte, sans précédent, vous m'avez infligé la plus sévère des peines disciplinaires.

"J'ai gardé le silence.

"Il ne me convenait pas de rompre un lien qui, s'il me retenait dans votre dépendance, me rattachait à l'armée française.

"Aujourd'hui, en me faisant rayer des contrôles, vous me dégagez de cette contrainte, mais vous touchez à la charte de l'armée.

"Sans tenir compte des titres conquis à la guerre ou garantis par la loi, vos ministres vont frapper, jusque dans le cadre de réserve des armées de terre et mer, des hommes sans reproche, honorés par leurs services et par un dévouement légendaire à la patrie.

"Je laisse à mes conseils le soin de défendre par des arguments de droit une cause qui est celle de tous les officiers.

"Quant à moi, doyen de l'état-major général, ayant rempli, en paix comme en guerre, les plus hautes fonctions qu'un soldat puisse exercer, il m'appartient de vous rappeler que les grades militaires sont au-dessus de votre atteinte, et je reste

Le général HENRI D'ORLÉANS
DUC D'AUMALE.

Il n'y a pas de sentiment qui fasse commettre plus de sottises que la fausse honte. La sagesse des nations l'avait démontré depuis longtemps. M. le duc d'Aumale, en adressant au président de la République la lettre provocatrice qu'on vient de lire, a voulu, sans doute, à tant d'exemples en ajouter une preuve nouvelle.

Depuis l'abrogation des lois d'exil par l'Assemblée de Versailles, le duc d'Aumale avait été, de tous les princes d'Orléans, celui dont l'attitude avait paru généralement la plus correcte. Au 24 mai 1873, il avait bien eu le tort impardonnable de mettre un bulletin de vote à ceux de M. Rouher et de M. de Broglie pour renverser M. Thiers. Mais il s'était tenu à l'écart des misérables intrigues de la fusion; il avait refusé de suivre le comte de Paris à Frohsdorf, d'humilier la mémoire de son grand-père de tant le fils de la duchesse de Berry, pendant son commandement de Besançon, il avait rappelé à la lettre du règlement des officiers qui lui donnaient du "Monseigneur"; il n'avait pris aucune part à la campagne royaliste du mois d'octobre. Tout cela, on respect de la loi, cette répugnance pour une agitation factieuse, n'avait pas été sans créer au duc d'Aumale une situation particulière. Mais cette situation correcte, royale, honorable, déplaisait aux agités du parti, aux purs, aux intransigeants, aux pourfendeurs. Ils le dirent. On entendit dans les salons, dans les cuisines, dans les loges de portiers, des accusations de *trahison*, de *désertion* contre l'hôte de Chantilly. M. le duc d'Aumale pouvait, devait hausser les épaules. La fausse honte l'a pris. Il a adressé à M. le président de la République la lettre qui fera, dans quelques heures, l'objet des délibérations du conseil des ministres.

Il y a deux choses dans la lettre de M. le duc d'Aumale: une thèse de droit et une protestation politique. La thèse de droit est insoutenable, et la protestation est rétrograde en face d'un gouvernement qui se respecte ne peut tolérer.

Voici la thèse de droit: Le ministre de la guerre ayant infligé le duc d'Aumale qu'il était rayé des contrôles de l'armée, le général Henri d'Orléans "déclare que, par cette mesure, le président de la République touche à la charte de l'armée" et il annonce qu'il se pourvoit devant le conseil d'Etat; "en cause est celle de tous les officiers."

Par quels arguments les conseils de M. le duc d'Aumale ont-ils établi l'illégalité de la décision ministérielle? Il est assez difficile de le deviner. Qui ne voit, en effet, que la mesure qui a frappé les princes d'Orléans est l'application pure et simple, l'application obligatoire, de la loi du 22 juin 1886 qui fait de l'armée tous les membres des familles ayant régné en France? Que M. le duc d'Aumale trouve cette loi mauvaise, dure, injuste, cruelle, c'est son droit.

Le duc d'Aumale n'a pas la franchise et l'intelligence politique de son père. Il ne dira au prince Napoléon que, membre de la Chambre des députés, il eut voté la loi de précaution. Mais, pour dure, pour cruelle que puisse être la loi, c'est la loi, et l'application des mesures qu'elle édicte ne peut être légalement contestée. Nous comprenons le prince Murat protestant contre sa radiation de l'armée; il peut soutenir, et avec raison, selon nous, qu'il ne fait point partie des familles ayant régné en France, que la loi du 22 juin n'a pas été faite spécialement pour lui. Mais le duc d'Aumale, le duc de Chartres, peuvent-ils alléguer que leurs familles, que les d'Orléans et les Bourbons n'ont pas régné en France? Il serait malaisé de le persuader au conseil d'Etat. Lorsque le prince Jérôme, sans qu'aucune loi de précaution eut été portée contre sa famille, fut rayé, en 1871, de la liste des officiers généraux, il protesta, lui aussi, au lendemain du 24 mai, devant le conseil d'Etat. Que fit le conseil? Sous la présidence de M. Andral, il rejeta, par un arrêt motivé, le pourvoi du prince Jérôme. A M. Andral, qui est l'un des conseils du duc d'Aumale dans cette affaire, le conseil d'Etat de 1886 n'aura qu'à opposer la délibération prise sous la propre présidence de M. Andral en 1873.

Voilà pour la question de droit, de légalité. Reste la question politique, celle qui est soulevée par le ton de hautaine impertinence, d'insolence voulue, préméditée, calculée, qu'affecte, en s'adressant, au chef de l'Etat, l'oncle du prétendant de Tunbridge-Wells. Quoi! M. le duc d'Aumale déclare "qu'il reste le général Henri d'Orléans", c'est-à-dire somme à la fois un chef de la discipline militaire, et il fait la leçon au président de la République, chef suprême, d'après la loi constitutionnelle, des armées de terre et de mer; il le morigène, il n'emploie même pas, écrivant à un vieillard, les termes de la plus élémentaire politesse! Mais si la doctrine de M. le duc d'Aumale et de ses conseils était vraie, si elle pouvait triompher devant une assemblée de jurisconsultes, est-ce que le duc d'Aumale ne comprends pas que cette insolente épître ne pourrait avoir d'autres conséquences que de lui faire encourir les pénalités militaires qu'il connaît bien?

Le *Français* rappelle les titres militaires du duc d'Aumale. Personne ne conteste ces titres, que respectait Charras. Ce sont cependant ces souvenirs qui auraient dû empêcher le duc d'Aumale de faire à ses conseillers politiques la concession d'une lettre que, sitôt écrite, il a peut-être regrettée.

On cause d'un ménage d'artistes qui vient de divorcer d'un joyeux accord.

—Ils ont agi sagement: le divorce est le seul moyen d'en finir quand deux époux ont trop de défauts pour vivre en bonne intelligence.....

—Cependant, fait observer Alexandre Dumas, la mise en commun de ces défauts eût été un bien pour tout le monde.....

—Pourquoi?

—Parce qu'il est évident que, si cette dame et ce monsieur ne s'étaient pas mariés ensemble, au lieu d'un mauvais ménage cela en aurait fait deux.

Dufour & Donnet.
Propriétaires-Editeurs.

C. LAZARD & Cie.,
L'Ancienne Maison très connue de Vêtements Confectionnés et d'Articles de Toilette d'un prix,
29, 31 et 33 RUE DU CANAL, COIN NORTH PETERS.
Nous offrons maintenant un superbe stock de Vêtements de Printemps pour hommes, jeunes gens et enfants à des prix très réduits. Echantillons et instructions pour prendre ses propres mesures envoyés sur application. 11 oct—1an—dim mar jeu sam

D. H. Holmes.
COSTUMES BLANCS CONFECTIONNÉS.
Cette semaine nous offrirons en vente le reste de notre fonds d'Articles pour Dames et Demoiselles: Costumes blancs confectionnés et brodés, WRAPPERS à des prix réduits, afin d'en écouler tout le lot cette saison. Ces articles sont fabriqués par nous, ce qui est une garantie que le travail, les modes et les matériaux en sont bons.
Les Dames désirant renouveler leurs garderobes trouveront chez nous des articles à bas prix et ne devraient pas tarder à nous venir voir.
155 Canal St

M. Gladstone.
M. John Lemoine, dans le *Journal des Débats*, dit que M. Gladstone, au descendant du pouvoir, laisse derrière lui une grande question que n'ont point résolue les résultats du scrutin et qui d'une manière ou d'une autre doit être résolue.
M. Gladstone va descendre de ce pouvoir sur lequel il a jeté un si grand éclat. Il avait tenté une entreprise hardie sur l'issue de laquelle nous ne pouvions exprimer que des doutes. Il était seul, seul contre la coalition des classes les plus fortes, les plus riches, les plus puissantes; contre l'influence de l'aristocratie héréditaire, de l'Eglise établie, et contre les vieilles inimitiés de race. Il a succombé; c'est un fait accompli.
Mais, après lui, la question formidable qu'il avait posée reste tout entière.
"Je laisse à mes conseils le soin de défendre par des arguments de droit une cause qui est celle de tous les officiers.
"Quant à moi, doyen de l'état-major général, ayant rempli, en paix comme en guerre, les plus hautes fonctions qu'un soldat puisse exercer, il m'appartient de vous rappeler que les grades militaires sont au-dessus de votre atteinte, et je reste
Le général HENRI D'ORLÉANS
DUC D'AUMALE.
Il n'y a pas de sentiment qui fasse commettre plus de sottises que la fausse honte. La sagesse des nations l'avait démontré depuis longtemps. M. le duc d'Aumale, en adressant au président de la République la lettre provocatrice qu'on vient de lire, a voulu, sans doute, à tant d'exemples en ajouter une preuve nouvelle.
Depuis l'abrogation des lois d'exil par l'Assemblée de Versailles, le duc d'Aumale avait été, de tous les princes d'Orléans, celui dont l'attitude avait paru généralement la plus correcte. Au 24 mai 1873, il avait bien eu le tort impardonnable de mettre un bulletin de vote à ceux de M. Rouher et de M. de Broglie pour renverser M. Thiers. Mais il s'était tenu à l'écart des misérables intrigues de la fusion; il avait refusé de suivre le comte de Paris à Frohsdorf, d'humilier la mémoire de son grand-père de tant le fils de la duchesse de Berry, pendant son commandement de Besançon, il avait rappelé à la lettre du règlement des officiers qui lui donnaient du "Monseigneur"; il n'avait pris aucune part à la campagne royaliste du mois d'octobre. Tout cela, on respect de la loi, cette répugnance pour une agitation factieuse, n'avait pas été sans créer au duc d'Aumale une situation particulière. Mais cette situation correcte, royale, honorable, déplaisait aux agités du parti, aux purs, aux intransigeants, aux pourfendeurs. Ils le dirent. On entendit dans les salons, dans les cuisines, dans les loges de portiers, des accusations de *trahison*, de *désertion* contre l'hôte de Chantilly. M. le duc d'Aumale pouvait, devait hausser les épaules. La fausse honte l'a pris. Il a adressé à M. le président de la République la lettre qui fera, dans quelques heures, l'objet des délibérations du conseil des ministres.
Il y a deux choses dans la lettre de M. le duc d'Aumale: une thèse de droit et une protestation politique. La thèse de droit est insoutenable, et la protestation est rétrograde en face d'un gouvernement qui se respecte ne peut tolérer.
Voici la thèse de droit: Le ministre de la guerre ayant infligé le duc d'Aumale qu'il était rayé des contrôles de l'armée, le général Henri d'Orléans "déclare que, par cette mesure, le président de la République touche à la charte de l'armée" et il annonce qu'il se pourvoit devant le conseil d'Etat; "en cause est celle de tous les officiers."
Par quels arguments les conseils de M. le duc d'Aumale ont-ils établi l'illégalité de la décision ministérielle? Il est assez difficile de le deviner. Qui ne voit, en effet, que la mesure qui a frappé les princes d'Orléans est l'application pure et simple, l'application obligatoire, de la loi du 22 juin 1886 qui fait de l'armée tous les membres des familles ayant régné en France? Que M. le duc d'Aumale trouve cette loi mauvaise, dure, injuste, cruelle, c'est son droit.
Le duc d'Aumale n'a pas la franchise et l'intelligence politique de son père. Il ne dira au prince Napoléon que, membre de la Chambre des députés, il eut voté la loi de précaution. Mais, pour dure, pour cruelle que puisse être la loi, c'est la loi, et l'application des mesures qu'elle édicte ne peut être légalement contestée. Nous comprenons le prince Murat protestant contre sa radiation de l'armée; il peut soutenir, et avec raison, selon nous, qu'il ne fait point partie des familles ayant régné en France, que la loi du 22 juin n'a pas été faite spécialement pour lui. Mais le duc d'Aumale, le duc de Chartres, peuvent-ils alléguer que leurs familles, que les d'Orléans et les Bourbons n'ont pas régné en France? Il serait malaisé de le persuader au conseil d'Etat. Lorsque le prince Jérôme, sans qu'aucune loi de précaution eut été portée contre sa famille, fut rayé, en 1871, de la liste des officiers généraux, il protesta, lui aussi, au lendemain du 24 mai, devant le conseil d'Etat. Que fit le conseil? Sous la présidence de M. Andral, il rejeta, par un arrêt motivé, le pourvoi du prince Jérôme. A M. Andral, qui est l'un des conseils du duc d'Aumale dans cette affaire, le conseil d'Etat de 1886 n'aura qu'à opposer la délibération prise sous la propre présidence de M. Andral en 1873.
Voilà pour la question de droit, de légalité. Reste la question politique, celle qui est soulevée par le ton de hautaine impertinence, d'insolence voulue, préméditée, calculée, qu'affecte, en s'adressant, au chef de l'Etat, l'oncle du prétendant de Tunbridge-Wells. Quoi! M. le du